

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Gouvernement de la Transition : le cap est désormais fixé !

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

APRÈS leur nomination, le week-end dernier, le gouvernement de la Transition, chapeauté par Raymond Ndong Sima, a tenu son premier Conseil des ministres mardi, sous la direction du chef de l'Etat Brice Clotaire Oligui Nguema. Un baptême du feu pour la plupart des membres de la nouvelle équipe gouvernementale.

En effet, excepté six (6) d'entre eux – Raymond Ndong Sima, Camélia Ntoutoume-Leclercq, Raphaël Ngazouze, Charles Mba, Herman Immongault, Flavien Nzengui Nzoundou – tous les autres ont vécu leur grande première. Et ce, dans un contexte particulier à savoir la prise de pouvoir par le Comité pour la Transition et la restauration des institutions (CTRI) qualifié par les militaires de "libération la Nation".

Un premier Conseil des ministres ayant permis à la tête de file du CTRI de décliner au gouvernement sa vision et son objectif. D'où la feuille de route déclinée par le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema aux dé-



Photo: DR

tenteurs des vingt – cinq (25) départements ministériels de la période transitoire.

Si l'on s'en tient au communiqué final dudit Conseil des ministres, l'ancien commandant en chef de la Garde républicaine (GR) demeure constant dans son discours. Pour lui, la satisfaction des besoins primaires des concitoyens et l'impulsion d'un

"fonctionnement optimal des institutions constituent les deux grands piliers de la note d'orientation destinée au gouvernement de la Transition.

Il faut comprendre que les décisions et autres actions gouvernementales doivent dorénavant impérativement prendre en compte la dimension sociale voir sociétale. Finie l'ère des décisions

"impopulaires" pour ne pas dire aux antipodes de la réalité des Gabonais. Lesquelles décisions, dans un passé récent, ont trop souvent été prises dans des salons feutrés et diverses officines du pouvoir par les tenants de l'ancien régime. La dépénalisation de l'homosexualité ou encore le nouveau Code pénal et civil consacrant l'égalité "souvent

discutable" entre hommes et femmes au mépris ou presque des us et coutumes (pour ne citer que ces cas) sont des exemples patents.

À côté de ces deux grands axes de gouvernance, l'éthique et la déontologie ne sont pas occultées dans l'entendement du président de la Transition. Il a d'ailleurs exhorté Raymond Ndong Sima et les siens, mais pas que, à s'approprier lesdites valeurs. L'exemple venant de la tête pour reprendre une maxime populaire, le retour à l'orthodoxie souhaitée par le CTRI concerne toutes les strates de l'Administration ainsi que les sociétés parapubliques.

Gare donc aux "récalcitrants" et adeptes de "l'anarchie" ! C'est un secret de Polichinelle, la rigueur est de mise dans le monde militaire. Du coup, le CTRI n'aura aucune peine à nettoyer les écuries d'Augias, et si possible "remettre le pays sur les bons rails". Dans tous les cas, les ministres de la Transition n'ont droit à aucun round d'observation. Les défis sont grands et les attentes énormes. Tel un maçon attendu au pied du mur, Raymond Ndong Sima et son équipe sont observés par la Nation entière. Et même au-delà !

Contrepoint

L'indispensable esprit républicain

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

LE Premier ministre de la Transition, Raymond Ndong Sima, et les membres de son gouvernement ont compris depuis mardi ce qu'attendent d'eux, les autorités du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), présidé par le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema.

Toutefois, au moment où le gouvernement de la Transition commence sa mission, nombre de Gabonais se posent quelques questions quant à ce que va être

le comportement des membres de l'équipe gouvernementale. Sans doute par rapport à ce qui a souvent été observé, et même déploré, dans l'ancien régime. C'est-à-dire le clientélisme, le népotisme, le régionalisme, le tribalisme, les passe-droits, la cupidité, etc. Toutes choses aux antipodes des exigences de l'esprit républicain.

C'est donc l'occasion de souligner, en soutien à l'éthique et à la déontologie recommandées aux membres du gouvernement par le président de la Transition, que ces derniers devraient aussi faire montre d'un esprit républicain. Lequel exige le

patriotisme, l'équité, la justice, l'égalité, la liberté, entre autres. Ce qui fait que tous les citoyens jouissant de leurs droits civiques et moraux doivent être pris sur un pied d'égalité. Donc au-delà des appartenances ethniques, régionales, religieuses et politiques.

Au regard des premières mesures individuelles prises par le CTRI, on peut soutenir sans risque de se tromper que l'esprit républicain a gouverné les nouvelles autorités. Qu'il s'agisse du gouvernement ou des autres institutions de la Transition, tout comme au niveau du cabinet du président de la Transition, le

choix des hommes a transcendé les clivages et les petites considérations politiciennes qui ont contribué à la destruction de la République.

Aujourd'hui l'heure est à la reconstruction de la République. Aux membres du gouvernement qui s'apprentent à choisir leurs collaborateurs, de s'inscrire dans cette logique. Plus question de privilégier exclusivement des critères ethniques, régionaux, religieux ou politiques, de peur de trahir à nouveau la République et la Patrie.

La même exigence s'impose aux responsables des institutions de la Transition.